



Les agricultrices vendent leurs récoltes. Sénégal. Photo: © Lancelot Ehode - IED Afrique/PRESA Sénégal

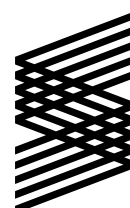
Soutenir l'adaptation aux changements climatiques des acteurs privés en zones semi-arides dans les pays en développement

Juin 2018

Kate Elizabeth Gannon, Florence Crick, Estelle Rouhaud, Declan Conway et Sam Fankhauser

Messages clés:

- Soutenir l'adaptation des acteurs privés et un développement résilient dans les zones semi-arides est fondamental afin d'honorer l'engagement du Programme de développement durable à l'horizon 2030 à « ne laisser personne de côté ».
- Les gouvernements des pays en développement, soutenus par leurs partenaires au développement, ont un rôle clé à jouer pour permettre l'adaptation privée durable et inclusive dans les zones semi-arides et libérer le potentiel du secteur privé pour cette adaptation.
- Les politiques publiques, ainsi que les fonds pour le climat et le développement des entreprises, doivent prendre en compte le fait que, dans les zones semi-arides, le secteur privé est souvent informel, que les gens sont mobiles, et par conséquent qu'ils passent sans cesse d'une activité économique à une autre.



PRESA

Promouvoir la Résilience des Économies en zones Semi-Arides

Les zones semi-arides (ZSA) des pays en développement ont été qualifiées de « hot spots », ou points névralgiques, du changement climatique. Dans le monde, près d'un milliard de gens vivent dans des ZSA, parmi lesquels les populations les plus pauvres et les plus touchées par l'insécurité alimentaire. L'Article 7 de l'Accord de Paris fixe pour objectif de prendre en compte les besoins urgents et immédiats de ceux qui sont particulièrement vulnérables au changement climatique. Afin de mettre en œuvre l'Accord de Paris et d'honorer l'engagement du Programme de développement durable à l'horizon 2030 à « ne laisser personne de côté », il est vital que les gouvernements nationaux dans les régions semi-arides, soutenus par leurs partenaires au développement, accroissent rapidement leur soutien au développement résilient au changement climatique et à l'adaptation dans ces zones extrêmement vulnérables.

Introduction

Les Zones Semi-arides (ZSA) sont dispersées dans le monde, on les trouve à la fois dans des zones climatiques chaudes et froides et elles englobent une variété d'environnements et de contextes de développement humain. Les ZSA sont des zones sèches qui font déjà l'expérience de pluies rares et imprévisibles qui fluctuent quotidiennement et annuellement. Les prévisions montrent que la tendance au réchauffement climatique sera particulièrement intense dans de nombreuses ZSA (IPCC, 2014) et que les sécheresses et inondations y sont déjà de plus en plus sévères. Dans les pays

en développement, les populations des ZSA dépendent fortement d'un mélange d'agriculture pluviale et de pastoralisme, ce qui les rend particulièrement vulnérables au changement climatique.

La plupart des décisions concernant l'adaptation au changement climatique, en ZSA et ailleurs, sont prises par des « acteurs privés », comprenant ménages, producteurs et entreprises, cherchant à maximiser leur propre bien-être. Ces groupes prennent des mesures pour essayer de gérer leur exposition aux

Encadré 1. Contexte de recherche

Ce 'briefing' est le produit d'un effort collectif reposant sur les résultats d'une solide recherche axée sur les preuves scientifiques et l'implication des parties prenantes, menée sur cinq ans par le consortium PRESA — Promouvoir la Résilience des Économies en zones Semi-Arides — au Sénégal, au Burkina Faso, au Kenya, en Tanzanie, en Éthiopie, au Pakistan, au Tadjikistan et au Kirghizistan. Le fondement empirique de ce « briefing » est fourni par la recherche à travers PRESA, produite par le Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment de l'Université London School of Economics and Political Science, l'Innovation, Environnement et Développement en Afrique (IED Afrique), Kenya Markets Trust (KMT), Mountain Societies Research Institute (MSRI), Overseas Development Institute (ODI), Sustainable Development Policy Institute (SDPI), Regional Environment Centre

for Central Asia (CAREC) et l'Université de Ouagadougou (UO). Nous tenons particulièrement à remercier les personnes suivantes, membres de PRESA et d'IRCAAA, l'Initiative de Recherche Concertée sur l'Adaptation en Afrique et en Asie, d'avoir partagé avec nous de précieuses informations complémentaires sur leur recherche lors d'entretiens:

De SDPI: Abid Suleri, Ahmed Khaver, Ayesha Qaisrani, Imran Khalid et Samavia Batool; de IED Afrique: Assane Bèye, Cheikh Wade et Mamadou Diop; de ODI: Catherine Simonet, Claire Bedelian, Eva Ludi, Elizabeth Carabine et Peter Newborne; du Grantham Research Institute: Abbie Clare et Shaikh Eskander; de l'Indian Institute for Human Settlements: Chandni Singh; de l'Université de Cape Town: Dian Spear; et de l'Université de East Anglia: Mark Tebboth.

risques et pour maximiser les opportunités qui se présentent à eux. Cependant, ils ne peuvent pas s'adapter seuls au changement climatique de manière efficace: ils ont besoin de conditions propices, de soutien et de politiques qui puissent leur donner les ressources, les connaissances et les compétences nécessaires.

En ZSA, dans les pays en développement, les acteurs privés font souvent face à d'importants obstacles pour éviter, absorber et s'adapter aux impacts des extrêmes du climat. Les ZSA sont souvent situées dans des endroits isolés et englobent les régions les plus marginalisées sur le plan économique et politique. Il est typique que les institutions formelles et le cadre juridique soient très peu développés dans les ZSA. Ces régions font face à un accès particulièrement limité aux marchés, infrastructures et services. Ayant une base de ressources naturelles fragile, ainsi qu'une faible réglementation, la dégradation des terres et les conflits liés aux ressources limitent souvent la capacité des populations à gérer les risques liés au climat (Jobbins et al., 2016).

La convergence des risques climatiques et ceux d'autres natures, ainsi que plus largement les inégalités socio-économiques qui existent, font que les aléas climatiques touchent de façon disproportionnée les populations des ZSA, menaçant l'engagement au cœur des Objectifs pour le Développement Durable (ODD) à « ne laisser personne de côté ». Cette situation est exacerbée par l'expansion des régions semi-arides et de leur population. De nombreux pays du Sahel, notamment, prévoient un accroissement des taux de population de l'ordre de plus de 3% par an.

D'une manière générale, les ZSA ont, de longue date, vu à leur égard un sous-investissement et les politiques climatiques nationales et internationales ne leur ont accordé que peu d'attention. Bien qu'elles remplissent de nombreux critères pour le financement climatique international (une forte exposition et une faible capacité d'adaptation), les fonds pour l'adaptation climatique ont été sous-utilisés dans les ZSA.

Les parties de l'Accord de Paris révisent en ce moment-même leur Contributions Déterminées au niveau National (NDC en anglais), y compris celles sur l'adaptation, à travers le processus de consultation du Dialogue Talanoa.

Ce « briefing » souligne l'importance du rôle des gouvernements nationaux, en collaboration avec leurs partenaires au développement, dans le soutien à l'adaptation et au développement résilient au changement climatique parmi les acteurs privés des ZSA des pays en développement. Il souligne également les possibilités d'investissement public pour l'adaptation et le développement d'un environnement institutionnel propice pour améliorer l'adaptation et le développement résilient, en libérant des sources privées d'investissement telles que celles provenant d'entreprises formelles ou informelles et de migrants de retour.

Afin de guider les gouvernements nationaux et leurs partenaires au développement et de les aider à concrétiser les conditions favorables à l'adaptation privée et au développement résilient au changement climatique dans les ZSA, ce briefing identifie des leçons générales émanant de PRESA concernant les politiques, institutions et autres investissements publics qui pourraient soutenir l'adaptation et le développement résilient au changement climatique d'un large éventail d'acteurs privés.

Où en sommes-nous? Risques climatiques et réponses dans les zones semi-arides

Expérience de risque climatique

Les économies des ZSA sont fortement dépendantes de l'agriculture, de l'élevage et de la transformation agricole, qui sont tous des secteurs extrêmement vulnérables au changement climatique, à cause des températures extrêmes, des fortes variations des précipitations et des fluctuations du capital naturel (tel que les ressources en eau et en pâturages). Les populations des ZSA ont tout à fait conscience des risques climatiques et en subissent les chocs dans le cadre de leurs activités très diverses. De plus, ils sont nombreux à se sentir de plus en plus exposés aux impacts climatiques. En effet, les ménages, les producteurs et les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) interrogés par PRESA nous ont confié avoir subi des impacts directs et indirects des inondations et des sécheresses, y compris l'endommagement de leurs infrastructures et biens commerciaux, ainsi que la perturbation de leur production et de leurs chaînes d'approvisionnement. Révélant une « double vulnérabilité », la recherche de

PRESA montre également que les impacts de ces conditions climatiques difficiles peuvent se produire simultanément dans l'entreprise et au foyer et peuvent être reliés.

Par ailleurs, toutes les tranches de populations ne sont pas égales face au risque climatique. Les femmes, par exemple, peuvent être touchées d'une manière disproportionnée dans la mesure où elles sont confinées dans les activités agricoles les plus marginales du secteur informel, telles que l'agriculture à petite échelle, la transformation et la vente de produits céréaliers, laitiers ou volaillers qui sont particulièrement exposés aux effets du changement climatique (Batool et Saeed, 2017; Newborne et Gansaonré, 2017).

Réponses au risque climatique

La recherche PRESA a identifié dans tous les pays étudiés des ménages, des producteurs et des entreprises qui agissent pour gérer le risque climatique et renforcer leur résilience aux chocs climatiques, soulignant les moyens qu'ils utilisent depuis longtemps pour faire face aux environnements dynamiques dans lesquels ils vivent et travaillent (Figure 1). La flexibilité, l'hétérogénéité et la mobilité sont les caractéristiques inhérentes de beaucoup de ces stratégies (Bedelian et Ogutu, 2017; Carabine et al., 2018; Qaisrani et al., 2018; Wade et al., 2017). On peut voir cela par exemple dans la diversification des moyens de subsistance, l'hétérogénéité des systèmes

de production des ZSA et la prépondérance des systèmes d'exploitation mixtes. Cela se traduit aussi par la migration (encadré 2) et l'alternance entre plusieurs activités chez les acteurs privés. Au Sénégal, par exemple, les producteurs se tournent vers le commerce quand leur production est faible et embauchent du personnel quand elle est meilleure (Carabine et al., 2018).

Afin d'éviter de démanteler les stratégies traditionnelles de survie et de créer des dépendances, il est fondamental que l'action pour soutenir l'adaptation privée dans les ZSA, identifie et renforce les capacités d'adaptation inhérentes et largement existantes des populations des ZSA. Cependant, les comportements d'adaptation existants ne sont pas tous forcément viables, ni suffisants pour protéger contre les chocs et stress actuels ou futurs. En effet, certaines stratégies risquent de réduire les capacités futures à s'adapter, ou bien d'avoir pour conséquence de pousser les acteurs privés vers des activités risquées qui augmenteraient leur vulnérabilité.

Des stratégies comme la vente forcée d'actifs (bien souvent à prix réduit) et la réduction de la production pour limiter le risque de dommages ou de pertes, par exemple, impliquent la réduction des activités de l'entreprise. Ces stratégies peuvent aider dans le court terme, mais peuvent endommager la résilience à long terme, étant donné la diminution des ventes, des profits et des terres sous propriété (Crick et al., 2018).

Encadré 2. La mobilité comme réponse à l'adaptation

La mobilité temporaire ou permanente des humains et du bétail représente une importante stratégie de résilience en ZSA. Les systèmes pastoraux, par exemple, sont souvent plus productifs et résilients que les systèmes d'élevage sédentaire. De plus, les transferts de migrants et envois d'argent aux familles sont souvent des moyens clés pour réduire la pauvreté, ainsi qu'une importante source d'investissement dans les ZSA.

Cependant, la migration peut accroître aussi bien que réduire la vulnérabilité (Newborne et Gansaonré, 2017). Il peut être difficile pour les migrants de faire la transition entre deux secteurs économiques, voire aussi, à l'intérieur d'un même secteur. Les migrants peuvent se retrouver face à des tensions avec

les communautés d'accueil. Par ailleurs, les migrants les plus pauvres encourent le risque d'être exploités. A leur arrivée dans les villes, par exemple, il n'est pas rare que les migrants peu qualifiés en provenance des ZSA se retrouvent à vivre dans des bidonvilles sans eau ni systèmes sanitaires et qui sont des zones à risque, risque d'inondation notamment. Les possibilités d'emploi peuvent être limitées à des activités très mal payées et très dangereuses.

Les gouvernements nationaux et autres acteurs du développement doivent par conséquent considérer particulièrement le soutien à la mobilité comme outil d'adaptation et de résilience et la réduction de la vulnérabilité des migrants (Wade et al., 2017).

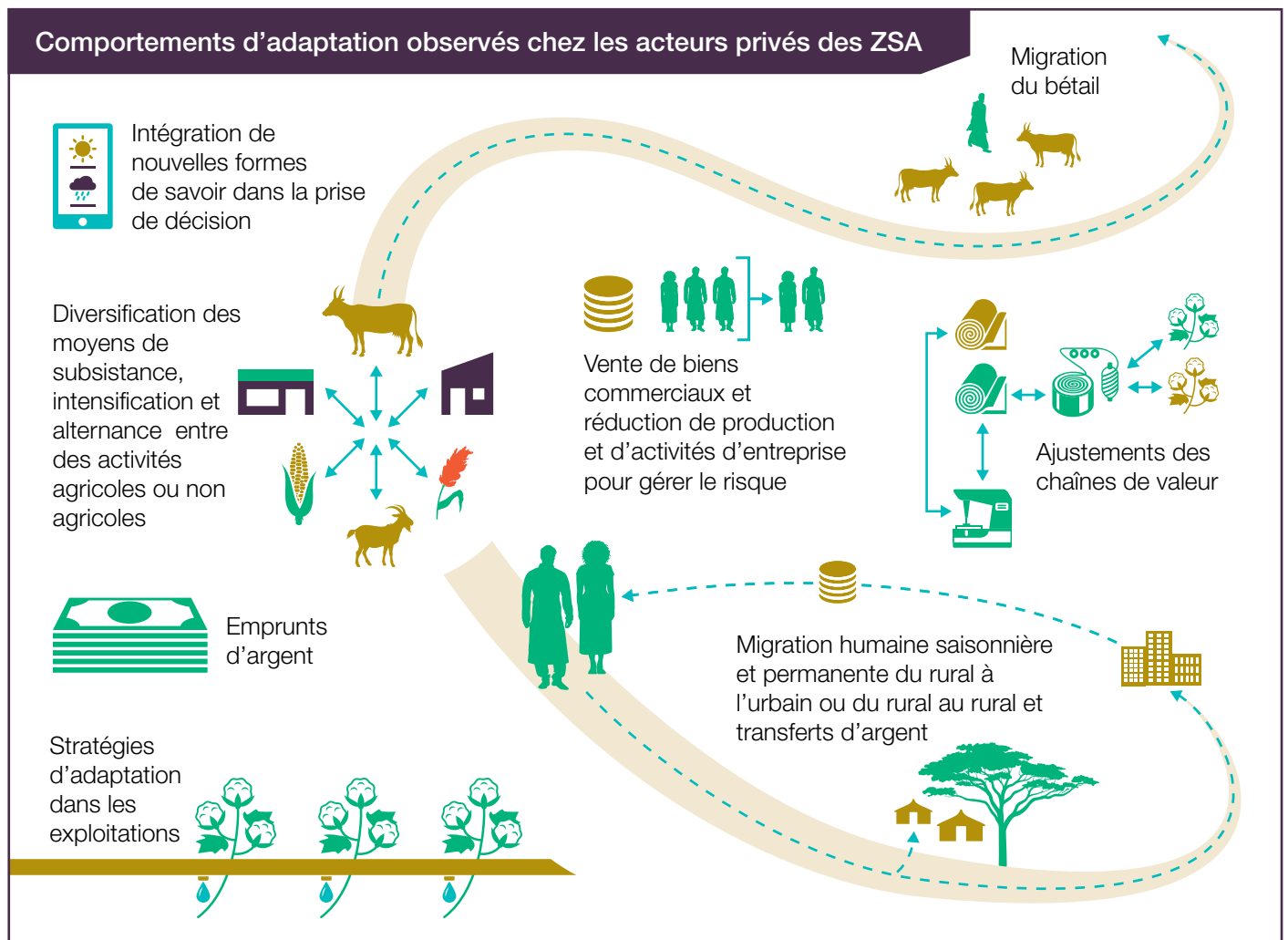


Figure 1

De plus, les réponses actuelles ne prennent pas forcément en compte les risques climatiques futurs, par exemple dans la sélection de nouvelles cultures et de méthodes de production. Certaines réponses peuvent également transférer le risque de vulnérabilité très souvent ayant un impact encore plus sévère sur les plus vulnérables.

Par exemple, le risque climatique est souvent concentré inégalement dans les chaînes de valeurs (Carabine et al., 2018): des entreprises de transformation plus grandes, plus formelles et situées plus en amont peuvent réussir à se protéger contre les fluctuations de disponibilité et de qualité des matériaux bruts nationaux en se tournant vers l'import, laissant les petits producteurs (par exemple, les fermiers) se débattre seuls avec les impacts d'une productivité réduite (Batool et Saeed, 2017).

Les obstacles à l'adaptation

Dans les ZSA, la capacité des acteurs privés de gérer efficacement les risques climatiques est

fortement limitée par de nombreuses barrières financières, technologiques, infrastructurelles, informationnelles, sociales, institutionnelles et réglementaires qui rendent difficiles la planification et la mise en œuvre de l'adaptation ou qui réduisent les options (Davies, 2018; Jobbins et al., 2016). Le manque de fonds et d'accès au capital est un obstacle certain (Crick et al., 2018). À l'heure actuelle, les entreprises informelles et ceux dont les moyens d'accéder à la propriété formelle des terres sont plus limités, y compris les femmes, les éleveurs nomades, et autres producteurs qui cultivent des terres qui sont soit en propriété collective, soit allouées par des tenures informelles, ont souvent du mal à obtenir des crédits auprès des voies officielles (Carabine et al., 2018). Même parmi les entreprises formelles, les opportunités financières pour le climat et le développement des entreprises sont souvent limitées. Tandis que les micro-entreprises peuvent accéder au financement par des initiatives de microfinance et que les grandes entreprises ont plus de facilité à obtenir des prêts, ces sources de crédit ne conviennent que rarement aux entreprises, bien

établies mais encore vulnérables, qui ne font pas partie de la micro-industrie mais qui sont classées dans la catégorie plus large des petites et moyennes entreprises. Cela crée souvent un maillon manquant quand il s'agit d'accéder au financement pour les entreprises.

Le manque d'accès au soutien pour les entreprises accordé par les gouvernements et à une assistance plus spécifique à l'adaptation, diminue également les chances d'une action d'adaptation qui soit viable et durable (Crick et al., 2018). Le manque d'information à propos des options d'adaptation, ainsi que le manque de données développées à une échelle temporelle et spatiale adéquate et des services d'information climatique ciblés sur les besoins spécifiques des acteurs privés, constituent également des obstacles critiques. La capacité à s'adapter est aussi souvent restreinte par un accès aux marchés et à la technologie limité, y compris aux nouvelles technologies et intrants favorables au climat (les mieux adaptés au changement climatique). Il existe également d'autres barrières institutionnelles découlant par exemple d'un manque de coordination entre les secteurs et les politiques (Davies, 2018; Qaisrani et al., 2018).

La capacité des acteurs privés à s'adapter aux chocs climatiques est aussi façonnée par des vulnérabilités sociales plus larges et des inégalités structurelles qui restreignent les possibilités et les libertés. Les inégalités multidimensionnelles autour du genre, de l'âge, l'identité politique, la situation géographique, des activités économiques, des revenus et des biens, peuvent toutes limiter la capacité à s'adapter (Davies, 2018; Rao et al., 2017). Typiquement, les femmes font face à des obstacles supplémentaires, parmi lesquels un accès plus limité aux terres, au financement, à l'éducation et autres biens (Batool et Saeed, 2017). Ceux qui sont les plus touchés sont souvent les moins capables d'absorber et de se remettre des chocs, laissant les plus pauvres et les plus vulnérables encore moins à même de s'en sortir à l'avenir. C'est pour cette raison que les impacts climatiques qui ne sont pas maîtrisés ont de forte chance de perpétuer et d'empirer les inégalités socio-économiques existantes chez les acteurs privés dans les ZSA, représentant une menace directe à l'aboutissement de l'ODD 10 qui appelle à une réduction de l'inégalité.

Où voulons-nous aller? Adaptation et développement inclusif et résilient au changement climatique en zones semi-arides

Les producteurs en ZSA sont liés à de grandes chaînes de valeur, parfois très compétitives, qui sont dispersées à travers des secteurs formels et informels qui incluent une variété d'entreprises de différentes tailles, situées dans et hors des ZSA (Carabine et al., 2018). Au Pakistan, par exemple, où l'on estime que 10 millions de familles agricoles dépendent de l'industrie textile, la chaîne de valeur du coton relie les producteurs de coton brut aux fournisseurs de graines, fertilisants, pesticides, crédit et machines ainsi qu'aux entreprises de production en amont, de transformation et de vente comme les égrenages et filatures et aux entreprises de fabrication comme les usines textiles (Batool et Saeed, 2017).

Les ZSA ont un potentiel économique supplémentaire inexploité considérable, mais actuellement, ce potentiel n'est ni reconnu, ni libéré, en grande partie dû au fait que:

- (1) les acteurs économiques opèrent largement au niveau des producteurs et des micros et petites entreprises dans le secteur informel;
- (2) les femmes restent en marge de l'économie;
- (3) les entreprises, les ménages et les producteurs ne sont pas des unités statiques et clairement définies.

Bien au contraire, les ZSA sont des zones de changement social et environnemental dynamique. Les acteurs privés peuvent passer librement d'une activité économique à une autre, et ajuster leur stratégie de subsistance en réponse aux facteurs de stress et des saisons humides et sèches très marquées qui caractérisent les ZSA. Les acteurs privés en ZSA rurales migrent également fréquemment selon la saison vers des régions urbaines ou d'autres régions rurales.

Afin de soutenir la réussite des ODD, la *vision* pour les ZSA devrait être de maximiser leurs possibilités économiques et d'aboutir à un avenir où ces régions arrivent à un développement économique viable et durable, mais aussi inclusif, équitable et résilient au changement climatique.

Selon cette vision, les ZSA deviennent des régions intégrées sur le plan politique,

Contributions du secteur privé à l'adaptation et au développement résilient au changement climatique dans les zones semi-arides

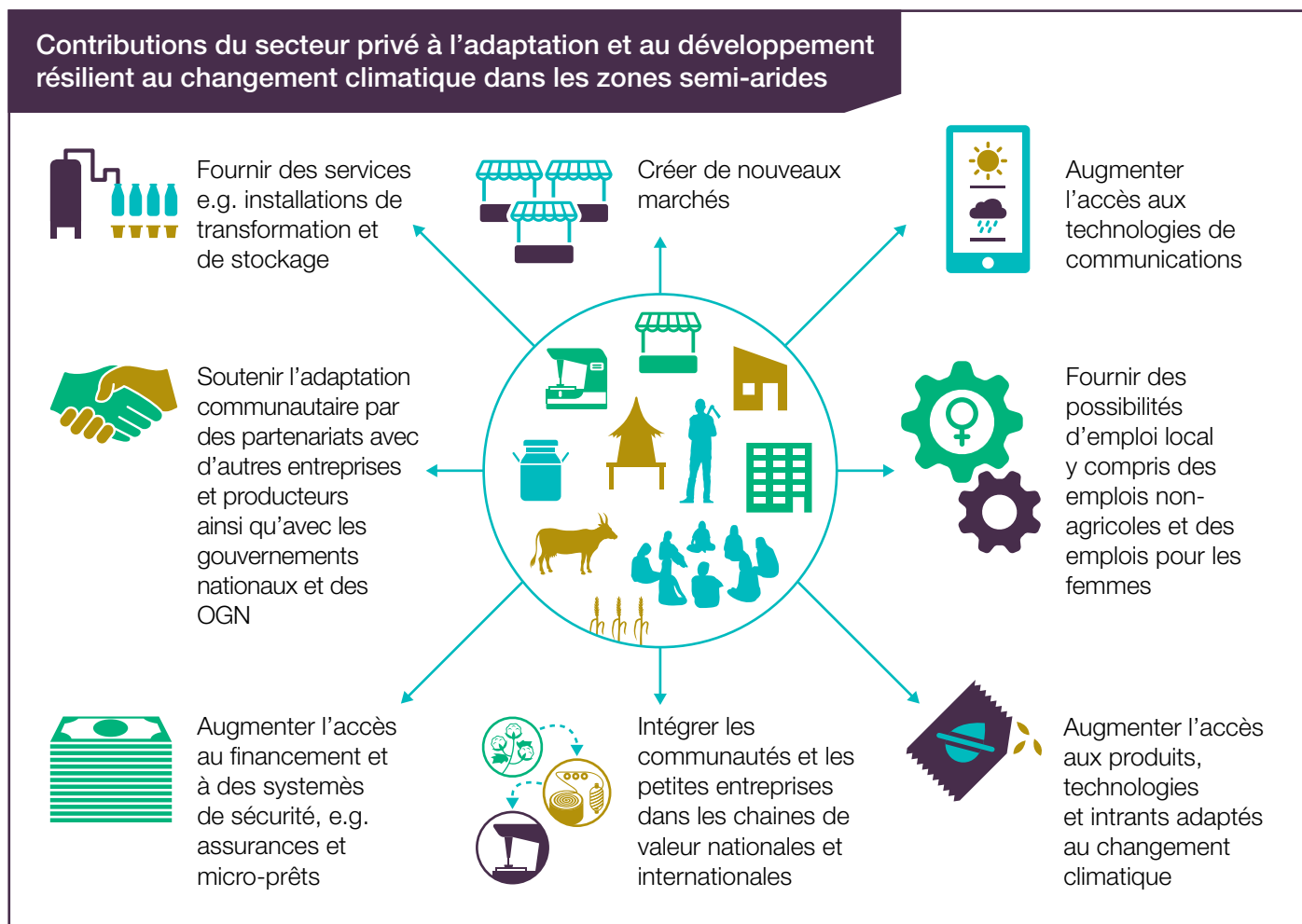


Figure 2

économique et social et contribuent à la fois à la croissance économique nationale et régionale et aux objectifs nationaux de développement. Ceci implique la reconnaissance de la diversité des acteurs privés qui résident dans les ZSA ainsi que le soutien et la maximisation des options pour l'adaptation climatique les plus appropriées et les plus viables pour toutes les personnes et les entreprises et tout au long des chaînes de valeur. En particulier, une croissance économique inclusive et résiliente au climat sera atteinte par la reconnaissance et la libération du potentiel des femmes et d'autres groupes marginalisés pour qu'ils deviennent des acteurs du changement.

Libérer l'adaptation de l'ensemble des acteurs privés et le développement résilient au changement climatique à travers le secteur privé

Ces ambitions ne sont pas irréalistes. Les gouvernements ont un rôle clé à jouer pour soutenir l'adaptation viable et durable des acteurs privés et pour éliminer les obstacles afin d'encourager une croissance résiliente

au changement climatique parmi ce secteur privé très large et divers. De plus, étant donné les risques qui peuvent aussi surgir lorsque l'on expose des entreprises à de nouvelles forces de marché, les gouvernements doivent travailler de concert avec le secteur privé pour s'assurer que tous les membres des sociétés de ZSA aient la possibilité de gérer les risques liés au changement climatique, de participer à une croissance et une adaptation durable et d'éviter de transférer des vulnérabilités. Cependant, il y a également un fort potentiel pour développer les capacités d'adaptation et des chaînes d'approvisionnement plus résilientes au changement climatique, et pour libérer le développement durable et résilient au climat en ZSA à travers le secteur privé. La figure 2 présente plusieurs exemples de moyens par lesquels les acteurs du secteur privé, venant des entreprises formelles et informelles, peuvent apporter des contributions très variées à l'effort de résilience.

Les analyses des chaînes de valeur et des marchés sont autant d'outils que les gouvernements, leurs partenaires au

développement et autres acteurs peuvent utiliser pour identifier les risques, les faiblesses et les possibilités dans et tout au long des chaînes de valeur des ZSA ainsi que pour identifier les liens et servir d'intermédiaires entre les acteurs privés, aidant à diminuer ces risques et maximiser les possibilités pour le secteur privé de contribuer à la résilience dans les ZSA (Carabine et al., 2018).

L'analyse de la chaîne de valeur peut permettre de faciliter la justification économique du partage des risques et de l'investissement à travers les chaînes de valeur, y compris ceux qui intègrent les femmes et autres groupes vulnérables.

Par exemple, dans la chaîne de valeur du coton au Pakistan, il y a des sociétés fournissant à des producteurs associés à leurs chaînes de valeur des intrants de bonne qualité tels que les fertilisants et les pesticides. De plus, renforcer les liens entre producteurs et transformateurs pourrait soutenir le développement de nouveaux produits basés sur des cultures plus résilientes au changement climatique: par exemple, le Programme de renforcement de la production céréalière au Kenya (Kenya Cereal Enhancement Programme) a mis en relation une brasserie d'Afrique de l'Est, East African Breweries Limited (EABL), avec des petits producteurs céréaliers de la région orientale du Kenya pour améliorer la chaîne de valeur du sorgho et du millet, en donnant aux fermiers un accès direct au marché pour leurs produits et en soutenant EABL dans l'exploitation d'une possibilité commerciale de développer une nouvelle bière bon marché.

Les femmes en particulier doivent être mieux soutenues et intégrées dans l'économie pour pouvoir réaliser leur plein potentiel et devenir des actrices clés du changement (Batool et Saeed, 2017). La recherche PRESA suggère que les femmes entrepreneurs sembleraient être davantage susceptibles de s'engager dans des adaptations durables que les hommes (Crick et al., 2018), et que les femmes allouent plus efficacement les revenus économiques aux biens les plus importants du ménage, à savoir la santé, l'éducation et la sécurité alimentaire, qui contribuent aussi à la résilience dans les ZSA.

Les composantes essentielles de l'adaptation privée et du développement résilient au changement climatique

La capacité des acteurs privés à répondre aux défis et possibilités du changement climatique dépendra en partie de la mesure dans laquelle

les gouvernements locaux et nationaux fourniront les conditions propices et adéquates. Pour ce faire, il faut que les gouvernements locaux et nationaux, soutenus par leurs partenaires au développement, adoptent une approche holistique dans le soutien de l'adaptation privée. Ceci exige qu'ils soutiennent la capacité d'adaptation spécifique au changement climatique (y compris en fournissant des informations climatiques et des technologies et intrants adaptés au changement climatique), tout en adressant les déficits structurels et développementaux plus larges qui façonnent les vulnérabilités sous-jacentes existantes.

L'adaptation et le développement peuvent se soutenir mutuellement s'ils sont menés de concert. Il est fondamental de satisfaire les besoins développementaux humains de base et de répondre aux déterminants plus larges de la vulnérabilité, tels que la pauvreté, la sécurité alimentaire, la santé, l'accès à l'éducation et au financement, pour pouvoir permettre aux acteurs privés de faire les changements nécessaires pour s'adapter au changement climatique et pour gérer les risques. Il est d'autant plus nécessaire de traiter en même temps les contraintes et incertitudes sociales et économiques générales et les besoins spécifiques de l'adaptation au changement climatique, que l'adaptation est rarement entreprise seulement à cause du changement climatique. Les acteurs privés répondent plutôt à un ensemble de risques, tels qu'ils les perçoivent, et qui s'inscrivent dans des structures qui limitent leur capacité à y répondre. Cela est vrai aussi bien pour les entreprises et producteurs que pour les ménages.

Parmi les contraintes qui limitent la capacité d'adaptation des entreprises, beaucoup limitent aussi leur croissance et leur développement d'une manière plus générale. De même, améliorer les environnements favorables aux entreprises est primordial pour qu'elles puissent ouvrir les ZSA aux investissements privés dans la résilience, y compris aux investissements émanant de leur propre population.

Ces leçons sont très importantes, tout particulièrement dans les ZSA, où les gens sont souvent extrêmement vulnérables puisque la capacité à s'adapter peut être influencée de façon disproportionnée par les éléments d'environnements propices les moins développés: les gens sont aussi vulnérables que le « maillon le plus faible » parmi les maillons qui composent le mélange de conditions façonnant

Schéma des composantes d'environnements propices à l'adaptation privée dans les ZSA

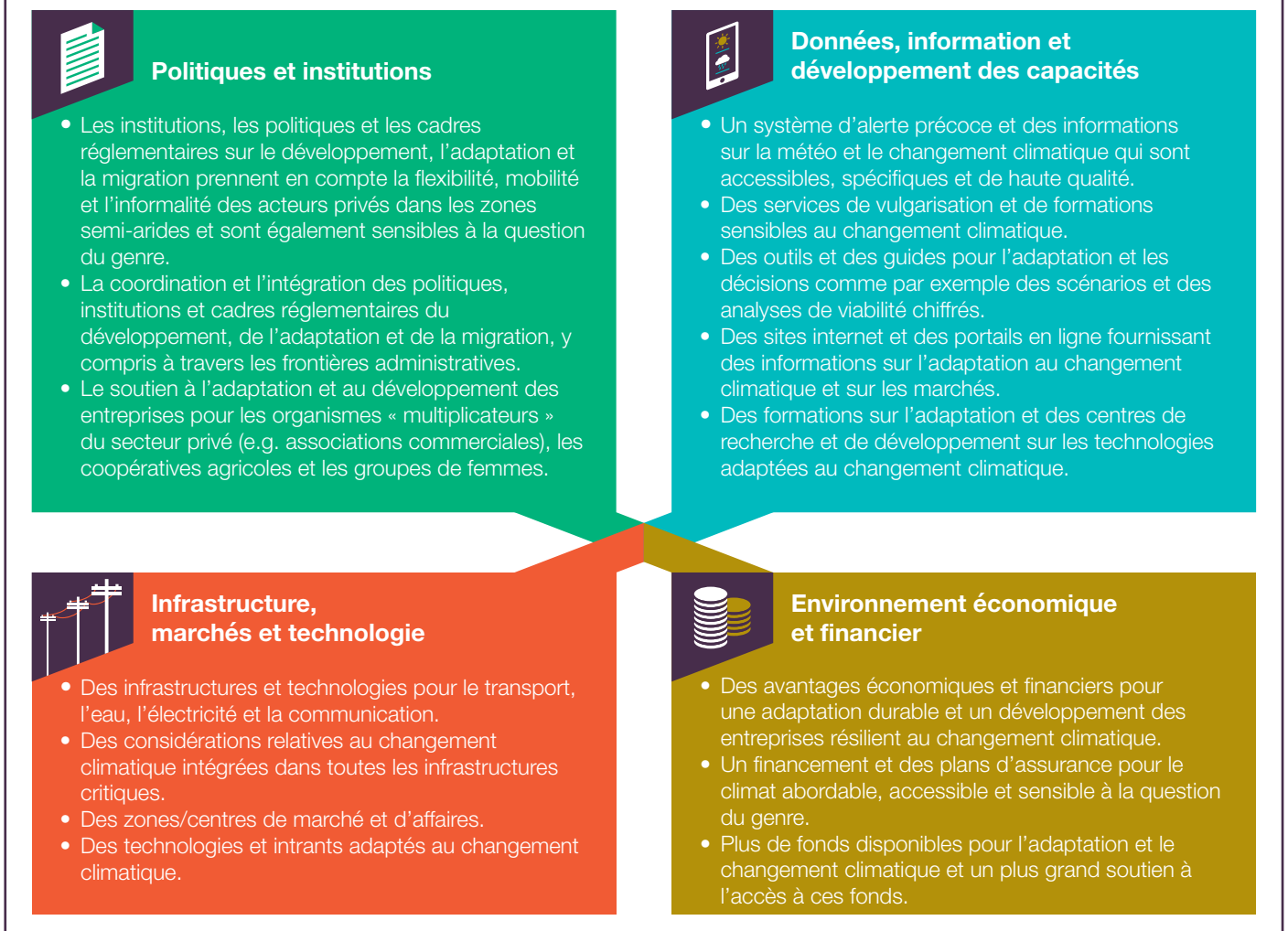


Figure 3

leur capacité à faire face au risque climatique. Cela signifie qu'un sous-investissement dans des déterminants génériques ou spécifiques au changement climatique, conduirait à un fossé fondamental qui pourrait limiter de façon disproportionnée la capacité des gens à s'adapter, et ce, malgré un investissement public supplémentaire pour soutenir l'adaptation.

La recherche PRESA constate que pour créer des environnements propices pour l'adaptation privée et le développement résilient au changement climatique, il faut au minimum des conditions favorables relatives: aux politiques et aux institutions; aux infrastructures et aux marchés; aux données, informations et au développement des capacités; et enfin à l'environnement économique et financier. Ces quatre composantes interconnectées ne sont que de larges catégories parmi les conditions propices, mais elles représentent les facteurs clés qui favorisent ou au contraire restreignent l'adaptation. La figure 3 met en évidence quelques unes des conditions propices qui

peuvent soutenir l'adaptation privée pour chaque catégorie. Un grand nombre de ces conditions propices ne sont pas spécifiques aux ZSA: elles représentent les conditions requises pour soutenir l'adaptation privée au sens large. Pourtant, elles méritent toutes une attention particulière quant aux efforts publics pour le soutien à l'adaptation privée et au développement résilient au changement climatique en ZSA, car elles y font actuellement souvent défaut.

La nécessité d'environnements propices souples et réactifs

Les conditions favorables illustrées par la figure 3 ne sont pas suffisantes en elles-mêmes. Elles doivent être ciblées pour être inclusives et adaptées aux besoins précis d'une vaste gamme d'acteurs privés, y compris des femmes. Un des aspects fondamentaux pour garantir des environnements propices qui demeurent souples et réactifs face à la nature spécifique, variée et changeante des acteurs et de leurs activités, est

la compréhension plus étendue du secteur privé en ZSA. Pour cela, il faut que les conditions favorables soient élaborées de telle sorte qu'elles reflètent la flexibilité, l'hétérogénéité, l'informalité et la mobilité inhérentes aux systèmes économiques des ZSA ainsi qu'à la manière dont les acteurs gèrent les variations, amortissent les chocs et tirent profits des occasions qui se présentent.

Par exemple, le caractère informel du secteur privé sert de stratégie pour soutenir la flexibilité et l'hétérogénéité des activités de subsistances ainsi que pour gérer les risques et les variations de ressources en ZSA (Carabine et al., 2018). Cependant, à l'heure actuelle, il existe des inconvénients structurels à opérer de manière informelle, à savoir un accès limité aux mécanismes formels de financement, aux nouveaux marchés et aux services du secteur public. On trouve également de nombreux systèmes de production formels et informels qui existent parallèlement et se recoupent.

Dans les ZSA d'Afrique orientale, par exemple, de nombreux systèmes de production de viande coexistent. En effet, certains producteurs opèrent dans le cadre de chaînes plus informelles, et sont souvent plus amenés à migrer en réponse aux changements environnementaux et climatiques. D'autres opèrent dans des chaînes plus formelles, sont souvent plus sédentaires et peuvent produire de la viande de meilleure qualité pour des marchés haut de gamme. Des systèmes plus informels, qui sont présents dans les ZSA à travers des chaînes de valeur multiples, donnent souvent aux groupes plus marginaux tels que les éleveurs les plus pauvres, les producteurs et les femmes la possibilité d'avoir accès aux marchés (ibid.). Il est de ce fait fondamental de tenir compte de cette diversité au niveau des politiques, et dans le cadre de l'élaboration des conditions favorables, pour assurer l'adaptation inclusive et pour éviter de marginaliser encore davantage les groupes qui sont souvent les plus vulnérables.

Mettre en place des conditions propices et un cadre réglementaire qui soient solidaires, inclusifs et destinés à un plus grand nombre d'acteurs des ZSA nécessitera par ailleurs une élaboration de produits et de services qui ciblent les coopératives telles que les groupes de femmes et les coopératives agricoles. Au niveau de la communauté, les groupes de

femmes, les coopératives de producteurs, les groupes de marketing, les groupes de « table banking » (qui fournissent des réseaux informels d'épargne et de prêts) et les autres réseaux de soutien formels et informels, constituent, à l'heure actuelle, des moyens qui aident certains des acteurs les plus marginalisés à surmonter de nombreux obstacles à l'adaptation, la croissance des entreprises et au développement, tels que l'accès aux marchés, à la terre, aux nouvelles technologies et au financement. Ces groupes peuvent également entreprendre de nombreuses autres activités ayant le potentiel d'accroître la résilience dans les ZSA, comme par exemple l'achat collectif de produits (e.g. des graines résistantes à la sécheresse), amenant les coopératives et groupes de marketing à soutenir la participation d'un plus grand nombre de producteurs dans les marchés formels et autres initiatives de gestion des ressources, comme par exemple le reboisement/le boisement, et l'agriculture sous serre.

Les questions de pouvoir et de représentation peuvent se poser au sein de ces groupes, limitant l'accès et les avantages pour les plus marginalisés. Cependant, tout en effectuant un suivi et une évaluation attentifs afin de s'assurer que les actions demeurent inclusives, il faut également saisir toutes les opportunités de soutenir ces groupes, dans le cadre d'efforts plus vastes pour mettre en place des conditions propices et un cadre réglementaire qui soient solidaires et destinés à un plus grand nombre d'acteurs des ZSA.

L'importance de la collaboration et de la coordination

A travers le monde, le changement climatique est trop souvent perçu comme ne relevant que de la responsabilité des ministères de l'environnement. Hors, les facteurs requis pour permettre l'adaptation dans les ZSA sont transversaux et dépassent les attributions traditionnelles et les capacités de tout secteur, institution ou acteur. De ce fait, les conditions propices au soutien de l'adaptation privée exigeront une coordination non négligeable à travers les secteurs et les échelles.

De plus, les impacts du changement climatique transcendent les frontières administratives, et donc, la collaboration et la coordination entre les gouvernements locaux, y compris entre les régions urbaines et rurales, sont critiques (Lo et

al., 2018; Qaisrani et al., 2018). C'est d'autant plus vrai, étant donné que les régions urbaines et rurales se trouvent de plus en plus intégrées, de par les mouvements de personnes, de marchandises et d'informations, et les multiples interactions complexes à travers diverses échelles (e.g. les services d'écosystèmes, les possibilités d'emploi, et les transferts financiers de migrants). Il est donc nécessaire de bien comprendre les ZSA et de les préparer en mettant en place une perspective des systèmes avec une planification intégrée à travers les échelles rurales et urbaines.

Les partenariats multi-acteurs, réunissant souvent des acteurs du gouvernement, du secteur privé, de la société civile, représentent un mécanisme possible pour coordonner l'action à de multiples échelles, car ils offrent une solution à la fragmentation actuelle de l'action d'adaptation, et développent des approches plus intégrées pour favoriser l'adaptation privée.

Les partenariats multi-acteurs sont eux-mêmes sources de difficultés en tant que modèles de structuration de l'action d'adaptation et nécessitent une mise en œuvre délicates'ils veulent éviter de marginaliser et d'exclure davantage certains groupes. Néanmoins, ces partenariats offrent la possibilité de réunir l'ensemble des parties prenantes, pour que les points forts de chaque secteur puissent être exploités, les connaissances, l'expertise et les ressources puissent être recueillies et enfin pour que les fossés relatifs aux régulations, à la participation, aux ressources et à l'éducation puissent être identifiés et comblés.

La recherche PRESA suggère, en particulier, que les partenariats multi-acteurs peuvent soutenir l'adaptation du secteur privé; les MPME interrogées considèrent le partenariat comme un élément clé pour profiter pleinement des possibilités de marché présentées par le changement climatique (e.g. l'accès au marché pour les produits adaptés au changement climatique), pour s'introduire dans un nouveau marché et ainsi élargir son portefeuille commercial, pour accéder à de nouvelles technologies, pour acquérir de nouveaux savoirs, y compris à propos des options d'adaptation, pour participer à des ateliers de formation, pour accroître leurs profits et réduire le risque des investissements.

Comment pouvons-nous y arriver? Une approche ciblée pour permettre l'adaptation privée et le développement résilient au changement climatique

Réussir un développement inclusif, équitable et résilient au changement climatique nécessitera une approche transformative ou un changement radical de la part des gouvernements, avec le soutien de leurs partenaires au développement. En effet, de petits changements progressifs apportés aux politiques existantes ne sauraient être suffisants et risqueraient de maintenir le statu quo, avec des groupes et des communautés qui restent en marge et une vision de non-productivité et de vulnérabilité qui perdure toujours. La recherche PRESA révèle la nécessité de défier certains dogmes qui entourent les ZSA, en reconnaissant les capacités à s'adapter des acteurs privés, la durabilité et la valeur du pastoralisme et de la migration pour l'adaptation (Carabine et al., 2018; Qaisrani et al., 2018; Wade et al., 2017), mais aussi la nécessité de fournir les conditions favorables adéquates pour permettre au secteur privé de contribuer à l'adaptation.

Les exigences en matière d'adaptation sont toujours soumises aux conditions locales. Les ZSA sont très diverses et présentent des géographies, des cultures et des contextes développementaux très différents. De plus, elles changent rapidement. Ainsi, le contexte déterminera toujours quelles actions privilégier et quelles conditions favorables spécifiques soutiendront efficacement et d'une manière équitable et inclusive l'adaptation et le développement résilient au changement climatique. Cela exige un investissement de taille pour garantir une consultation large et inclusive avec les acteurs locaux et directement impliqués. PRESA fait néanmoins un certain nombre de recommandations pour soutenir l'adaptation privée dans les ZSA.

Recommandations

1. Les gouvernements nationaux et leurs partenaires au développement doivent reconnaître l'importance du soutien à l'adaptation des acteurs privés en ZSA pour obtenir un développement résilient au changement climatique et tenir l'engagement du Programme de développement durable à l'horizon 2030 à « ne laisser personne de côté », et ils doivent accroître leur soutien à l'adaptation privée dans ces régions.

- **Les gouvernements des pays en développement** doivent mettre en valeur au niveau national leur ZSA, reconnaître la contribution des acteurs privés qui y vivent au développement économique et résilient au climat ainsi qu'aux objectifs nationaux de développement, et aussi privilégier le soutien à ces acteurs lors de demande de fonds internationaux pour le climat.
- **Les pays développés et les autres partenaires au développement** devraient soutenir les gouvernements des ZSA dans cet objectif, et ce par un renforcement des capacités institutionnelles et une augmentation de la part de leurs engagements de financement en faveur de l'adaptation chez les acteurs privés en ZSA, afin de remplir leurs objectifs fixés par l'Accord de Paris, notamment celui selon lequel les flux financiers doivent être en accord avec la demande et les besoins.
- **Les représentants nationaux (« points focaux ») du CCNUCC** doivent considérer les ZSA, et les acteurs privés qui y vivent, comme des régions prioritaires pour l'investissement et le soutien.

2. Les gouvernements nationaux, soutenus par leurs partenaires au développement, devraient offrir des environnements propices pour l'adaptation privée et le développement résilient au changement climatique qui garantissent au minimum des conditions favorables couvrant les éléments suivants: politiques et institutions; infrastructures et marchés; données, information et développement des capacités; et environnement économique et financier.

- **Les gouvernements nationaux, soutenus par leurs partenaires au développement**, devraient offrir des environnements propices pour l'adaptation privée en ZSA qui soutiennent la capacité d'adaptation spécifique au changement climatique (notamment en fournissant des informations sur le changement climatique et des technologies et intrants adaptés au changement climatique), tout en répondant aux déficits structurels et développementaux qui façonnent les vulnérabilités sous-jacentes, y compris la santé et l'accès à l'éducation.
- *Politiques et institutions:* **Les gouvernements nationaux** devraient cibler de manière explicite

les besoins du large éventail d'acteurs privés en ZSA dans leurs plans d'adaptation nationaux (y compris ceux des MPME formelles et informelles, des producteurs, des groupes de femmes, et des coopératives agricoles).

- *Infrastructure:* **Les gouvernements nationaux et locaux** doivent augmenter l'accès aux infrastructures de transport, d'eau, d'électricité et de communication pour les acteurs privés des ZSA, et prendre en compte le changement climatique dans l'élaboration et la mise en œuvre de ces infrastructures.
- *Données et information:* **Les prestataires de services climatiques et météorologiques nationaux** devraient poursuivre leur collaboration et dialogue avec le large éventail d'acteurs privés dans les ZSA, ainsi qu'avec les services locaux de vulgarisation afin de soutenir le développement d'outils climatiques innovants et d'approches qui sont mieux adaptés à leurs besoins.
- *Développement des capacités:* **Les gouvernements nationaux et locaux, accompagnés par les services locaux de vulgarisation et soutenus par leurs partenaires au développement et les communautés de recherche**, devraient renforcer la capacité des acteurs privés à utiliser l'information existante sur le climat, afin de gérer l'incertitude dans le processus de décision et traduire ces prévisions climatiques en options d'adaptation et analyses de viabilité chiffrées qui seront robustes face aux changements dynamiques, sociaux et environnementaux.
- *Environnement économique et financier:* **Les gouvernements nationaux et locaux** doivent privilégier une amélioration de l'accès au capital et aux prêts commerciaux pour les acteurs privés.

3. Les politiques publiques et les investissements doivent prendre en compte la flexibilité, la mobilité et la diversité dans les systèmes des ZSA et continuer de répondre aux changements des besoins des différents acteurs, y compris ceux des entreprises informelles, des femmes et des coopératives de producteurs.

- **Les gouvernements nationaux** devraient s'assurer que toutes les politiques et les

produits élaborés en vue du soutien à l'adaptation et au développement résilient au changement climatique du secteur privé soient assez souples pour soutenir les différents systèmes et acteurs dans les ZSA, leurs modes de production et manières de faire des affaires variés, ainsi que leurs réponses diverses pour s'adapter.

- **Les gouvernements nationaux et leurs partenaires au développement** doivent d'une part créer un espace au sein de leurs interventions politiques et financières afin de pouvoir travailler avec les entreprises informelles ainsi qu'avec les groupes de femmes et les coopératives de producteurs, et d'autre part augmenter leur accès aux ressources clés.
- **Les partenaires au développement** devraient s'assurer que toutes les politiques et les produits élaborés en vue du soutien à l'adaptation et au développement résilient au changement climatique du secteur privé soient assez souples pour soutenir les différents systèmes et acteurs dans les ZSA, leurs modes de production et manières de faire des affaires variés, ainsi que leurs stratégies d'adaptation diverses.
- **Les gouvernements nationaux et locaux** doivent élargir les possibilités de financement pour le développement des entreprises afin de cibler plus précisément le grand nombre d'acteurs privés en ZSA et leurs exigences variées, y compris la conformité à la Sharia dans les régions où vivent des populations musulmanes. Ces financements doivent être accessibles aux entreprises informelles, aux producteurs individuels, aux collectifs de femmes et aux MPME de tailles diverses, ainsi qu'aux acteurs privés qui ont un accès plus limité à la propriété foncière formelle, tels que les femmes, les éleveurs nomades et les producteurs qui exploitent des terres détenues en propriété communautaire ou bien allouées par des tenures informelles.
- **Les gouvernements nationaux et locaux** doivent soutenir la mobilité des gens et du bétail à travers les frontières en supprimant les politiques qui visent à limiter la migration et le retour de population, et en développant des cadres réglementaires et des instruments juridiques qui soutiennent les droits des migrants à la liberté de mouvement. Par exemple, les gouvernements nationaux et

locaux pourraient introduire des mesures de protection sociale et des lois du travail qui réduiraient les chances d'exploitation des migrants. Les gouvernements nationaux doivent également fournir une infrastructure de soutien et des services financiers pour une migration efficace, y compris pour des transferts d'argent sécurisés. Ces services et infrastructures doivent prendre en compte la nature hétérogène des migrants ainsi que les formes diverses de migrations temporales et permanentes auxquelles ces derniers ont recours.

4. Les agences gouvernementales nationales et locales doivent collaborer et coordonner leurs politiques et leurs interventions à travers les secteurs et les échelles pour ouvrir des possibilités pour une adaptation plus cohérente, inclusive et étendue et un développement résilient au changement climatique dans les ZSA.

- **Les ministères des gouvernements et autres acteurs responsables de l'adaptation au changement climatique, du développement des ZSA et de la croissance du secteur privé** doivent améliorer leur interaction, collaboration et communication pour éviter de reproduire en double des structures ou des actions, pour garantir une utilisation plus efficace des ressources et des budgets et une meilleure répartition des responsabilités, ainsi que pour éviter des politiques conflictuelles qui affaibliraient les investissements et les stratégies sectorielles et feraient obstacle à l'adaptation privée.
- **Les gouvernements nationaux et locaux** doivent intégrer les considérations relatives à la migration dans les politiques de développement territorial et national et d'adaptation, et entreprendre une planification intégrée à travers les échelles rurales et urbaines pour réduire la vulnérabilité des populations migrantes. Ceci inclut les politiques dans les domaines de la santé, l'éducation, l'agriculture, l'industrie et l'emploi.
- **Les gouvernements nationaux et locaux, accompagnés de leurs partenaires au développement et des acteurs du secteur privé**, devraient explorer les possibilités de partenariats multi-acteurs pour soutenir des actions coordonnées pour l'amélioration de l'adaptation privée à travers les échelles et les secteurs.

Références

- Batool, S., Saeed, F. (2017) *Mapping the cotton value chain in Pakistan: A preliminary assessment for identification of climate vulnerabilities & pathways to adaptation*. Document de travail PRESA. May 2017.
- Bedelian, C., Ogutu, J. (2017) Trade-offs for climate-resilient pastoral livelihoods in wildlife conservancies in the Mara Ecosystem, Kenya: Small Grants Programme. *Pastoralism: Research, Policy and Practice* 7–10.
- Carabine, E., Simonet, C. et al. (2018) *Value Chain Analysis for Resilience in Drylands: identification of adaptation options in key sectors*. Document de travail PRESA (à venir).
- Crick, F., Eskander, S., Fankhauser, S., Diop, M. (2018) How do African SMEs respond to climate risks? Evidence from Kenya and Senegal. *World Development* 108, 157–168.
- Davies, J. (2018) *Barriers and Enablers to Climate Change Adaptation in North - Central Namibia*. ASSAR (Adaptation at Scale in Semi-Arid Regions).
- IPCC (2014) *Climate Change 2014: Synthesis Report. Contribution of Working Groups I, II and III to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*. Geneva: IPCC.
- Jobbins, G., Conway, D., Fankhauser, S., Gueye, B., Liwenga, E., Ludi, E., Mitchell, T., Mountfort, H., Suleri, A. (2016) *Resilience, equity and growth in semi-arid economies: a research agenda*. London: ODI.
- Lo, H., Crick, F., Leck, H., Ndiaye, B., Fall, M. (2018) *Gouvernance transfrontalière du changement climatique dans les régions semi-arides: cas d'étude du Sénégal*. Document de travail PRESA.
- Newborne, P., Gansaonré, N.R. (2017) *Agriculture, Water, Climate and Migration in semi-arid lands in Burkina Faso*. Document de travail PRESA.
- Qaisrani, A., Umar, M.A., Siyal, G. e A., Salik, K.M. (2018) *Rural Livelihood Vulnerability and Scope of Migration as an Adaptation Strategy in Semi-Arid Pakistan*. Document de travail PRESA.
- Rao, N., Lawson, E.T., Raditloaneng, W.N., Solomon, D., Angula, M.N. (2017) Gendered vulnerabilities to climate change: insights from the semi-arid regions of Africa and Asia. *Climate and Development* 1–13.
- Wade, C., Dime, M., Tandian, A., Ehode, L. (2017) *État des lieux des liens entre migration, transferts et résilience au changement climatique au Sénégal*. Document de travail PRESA.

Remerciements des auteurs

Les auteurs souhaiteraient remercier Elizabeth Carabine, Eva Ludi, Rajeshree Sisodia (ODI); Mark Tebboth (UEA); et Patrick Curran et Bob Ward (Grantham Research Institute) pour leurs commentaires pendant l'écriture de ce briefing. Les auteurs tiennent également à faire part de leur reconnaissance à Georgina Kyriacou (Grantham Research Institute) pour en avoir dirigé l'édition et production. Le briefing a été traduit de l'Anglais original en Français par Sandrine Victor.

PRESA

Grantham Research Institute on
Climate Change and the Environment
London School of Economics and
Political Science
Houghton Street
London WC2A 2AE
Tel. +44 (0)20 7107 5027



en collaboration avec



SDPI
Sustainable Development Policy Institute



UNIVERSITY OF CENTRAL ASIA
GRADUATE SCHOOL OF DEVELOPMENT
Mountain Societies Research Institute

www.prise.odi.org

Ce travail a été réalisé dans le cadre de la Recherche Concertée sur l'Adaptation en Afrique et en Asie (IRCAAA), avec le soutien financier du Département pour le Développement International (DFID) du gouvernement du Royaume-Uni, et du Centre de Recherches en Développement International (CRDI) du Canada. Nous soulignons également le soutien financier de la Fondation Grantham pour la Protection de l'Environnement et du Conseil de Recherche Économique et Sociale du Royaume-Uni (Economic and Social Research Council, ESRC) par l'intermédiaire du Centre pour l'Économie et la Politique de changement climatique (Centre for Climate Change Economics and Policy).

Les opinions exprimées dans cet ouvrage sont celles de leurs auteurs et ne représentent pas nécessairement celles du DfID, du CRDI ou de son Conseil de gouverneurs.

Ce « briefing » est la dernière production du projet de recherche Promouvoir la Résilience des Économies en Zones Semi-Arides (PRESA).

Ce projet PRESA s'est déroulé de 2014 à 2018 à travers de nombreux pays. Il a généré de nouvelles connaissances sur la manière dont le développement économique dans les régions semi-arides peut être rendu plus équitable et résilient au changement climatique.



CARIAA
Collaborative Adaptation Research
Initiative in Africa and Asia

IRCAAA
Initiative de recherche concertée
sur l'adaptation en Afrique et en Asie



IDRC | CRDI

International Development Research Centre
Centre de recherches pour le développement international

Canada

Recherche pour des futurs résilients au changement climatique